

RECHERCHE



COMMISSION DE LA FISCALITÉ DES PREMIÈRES NATIONS

Ouvrir les vannes de l'investissement sur les territoires des Premières nations

Sommaire

Faire des affaires sur les territoires des Premières nations coûte cher, pour plusieurs raisons. La Commission consultative de la fiscalité indienne a retenu les services de Fiscal Realities Economists pour qu'ils identifient les défis qui se présentent aux Premières nations sur le plan de la concurrence et proposent des façons d'améliorer leur

développement économique. Une démarche polyvalente s'impose pour attirer les investissements. On trouvera, dans le tableau qui suit, quelques exemples de projets, de processus et d'institutions qui cherchent à réduire les coûts inhérents à l'activité commerciale sur les territoires des Premières nations.

Défi	Description	Solution
Réduction des coûts de recherche.	Comparativement à d'autres gouvernements, les Premières nations semblent faire moins de marketing pour leur territoire.	
Dissociation incomplète entre la politique et l'administration.	Lorsque la politique se distingue de l'administration, les investisseurs savent que le cadre de réglementation est équitable et stable.	CCFI/CFPN. Renforcement des institutions et coordination (APN et MAINC).
Renforcement des capacités administratives.	La plupart des Premières nations ne se sont pas dotées d'une procédure administrative pour faciliter les investissements.	Examen de la SLT du MAINC. Conseil de gestion financière des Premières nations (CGFPN).
Plus grande certitude sur le plan de la réglementation.	Les Premières nations ne disposent pas d'un ensemble de lois régissant l'utilisation et la mise en valeur de leurs terres.	Une loi des Premières nations sur la gestion des terres. CCFI/CFPN Examen de la SLT.
Réticence de l'État à prendre des risques.	Ce problème se manifeste lorsqu'il faut négocier des baux.	Une loi des Premières nations sur la gestion des terres. Examen de la SLT du MAINC.
Développement d'une infrastructure compétitive.	La plupart des grands projets d'investissement sur les territoires des Premières nations ont nécessité de grandes améliorations sur le plan de l'infrastructure.	CCFI/CFPN Administration financière des Premières nations (AFPN).
Meilleur accès au financement..	L'essor des économies des Premières nations a été fortement entravé par le financement de l'infrastructure publique et des aménagements privés.	(AFPN).

